

Xénophobie. — Parmi les nombreuses notions qui tentent de définir les formes et les contenus des rapports d'hostilité à des groupes définis comme "différents" ou "autres", celle de xénophobie désigne, en toute étymologie, l'hostilité à ce qui est étranger, ou à ce qui en provient.

Du point de vue conceptuel, la xénophobie se distingue de l'ethnocentrisme comme du racisme. L'ethnocentrisme procède de la valori-

sation systématique de son propre groupe culturel d'appartenance, pris comme référence, à l'aune duquel les autres groupes sont évalués, et du même coup, le plus généralement, jugés inférieurs. Le racisme fonde l'infériorisation, l'hostilité et le refus du "métissage" dans une différence absolutisée par la référence à une nature biologique et héréditaire.

Pourtant, la xénophobie partage le plus souvent avec l'ethnocentrisme le système auto-référentiel : la collectivité à laquelle on appartient, ses coutumes, ses valeurs, ses lois, sa religion, sa langue, constituent pour l'un comme pour l'autre la norme du bon, du bien et du vrai. L'adhésion à cette collectivité suppose une volonté de préservation et de perpétuation de ses traits sociaux, culturels, religieux ou linguistiques. La peur, le mépris, la haine ou le rejet de l'"étranger" s'appuient sur la célébration de l'excellence de son propre groupe, et l'ethnocentrisme apparaît ainsi généralement comme intrinsèque à la xénophobie.

Mais la xénophobie a aussi partie liée avec le racisme. Le mode de fonctionnement hétéro-référentiel fait de "l'extranéité", comme de l'altérité "raciale", un "cosmopolitisme", le contact égalitaire, même, sont pour le racisme comme pour la xénophobie jugés dangereux pour l'intégrité du groupe auquel on s'identifie, qu'il convient de protéger contre les influences externes, parce qu'elles risquent de provoquer sa dissolution ou son déclin.

Si elle s'appuie ainsi le plus souvent sur l'ethnocentrisme, la xénophobie systématise son hostilité plus ou moins latente. La fonction de clôture du "nous" contre les "autres" y est centrale. L'"étranger", qu'il soit à l'extérieur de la collectivité (hors de ses frontières sociales et géographiques) ou à l'intérieur (comme dans le cas des "immigrés"), est objet de méfiance, de rejet, de ségrégation. Justification *a posteriori*, ou, au contraire, représentation pré-existante, l'image négative de l'étranger forme un stéréotype, qui, souvent, résiste au contact et à l'expérience. Les traits visés par la xénophobie diffèrent ainsi socialement et historiquement, et l'accent peut être mis, selon les sociétés et les conjonctures, sur les coutumes, les moeurs, la religion...

Mais au delà de ces variantes, ce sont les refus d'identité (soit le refus d'accepter que l'"autre" soit, ou devienne, identique à soi) et d'égalité qui la caractérisent, dans un mouvement qui se présente comme une volonté d'auto-préservation collective.

C'est, aujourd'hui, en termes de nationalité, et sous une forme nationaliste (patriotique ou chauvine) que s'exprime le plus souvent la xénophobie. L'"étranger", dans ce contexte, est devenu le "non-national". En même temps, le caractère hégémonique de cette référence nationale a permis que lui soient incorporées les intolérances religieuses, culturelles ou racistes anciennes ou nouvelles, lesquelles lui prêtent main-forte ou lui servent de prétexte (*cf.* l'Irlande, le Liban...). Contenu xénophobe du nationalisme et contenu nationaliste de la xénophobie se confortent réciproquement, selon deux modes d'expression privilégiés dans le rejet ou le maintien hors de la "communauté nationale", ou dans la volonté d'assimilation.

A usage "externe", la xénophobie dénonce les autres nations comme mauvaises, dangereuses, et à un titre ou un autre, inférieures, toutes caractéristiques qui justifient qu'on les agresse ou qu'on s'en protège. Même la reconnaissance éventuelle d'une certaine supériorité reste circonscrite à quelques domaines, tandis que la "Civilisation" de son propre groupe continue d'être jugée supérieure en nature ou en degré.

A usage "interne" la xénophobie joue un double rôle. Elle assoit la domination du "national", par la revendication discursive et pratique d'une discrimination renouvelée, assurant ainsi au national un certain nombre de privilèges (notamment celui de la pleine citoyenneté) et maintenant le non-national dans une inégalité de traitement juridique, économique, social... Cet usage interne est particulièrement manifeste dans les situations intermédiaires d'intégration des "immigrés", lorsque les réactions xénophobes tentent d'empêcher que leur incorporation dans la société et la nation aboutisse à un traitement social égalitaire. Et elle renforce la cohésion nationale autour de la dénonciation des "influences étrangères" et des "ennemis intérieurs". Il arrive d'ailleurs que les plus récents naturalisés se protègent de la concurrence des derniers arrivés par une surenchère xénophobe.

L'expression xénophobe revêt cependant des contenus et surtout des fonctions différents selon les situations historiques et les rapports de domination / dépendance entre peuples et nations. Le développement de la xénophobie dans le contexte d'une guerre inter-impérialiste ou dans celui d'une résistance ou d'une guerre de libération anti-coloniales, par exemple, n'offre pas le même champ d'interprétation.

Il y a en outre des degrés dans la xénophobie, et celle-ci ne s'exerce pas uniformément contre tous les étrangers. Les individus, les groupes sociaux, les classes, au sein d'une même formation sociale, peuvent être plus ou moins xénophobes, et on sait que les partis politiques xénophobes attirent souvent les couches sociales en déclin, et celles qui se jugent mal représentées dans le système politique en vigueur. Certaines conjonctures favorisent les "poussées xénophobes" collectives : crises économiques ou politiques, tensions concurrentielles sur les marchés du travail ou du logement, guerres ou conflits internationaux... Quant à la hiérarchie entre les divers "étrangers", elle varie dans le temps et s'explique par l'histoire des relations entre peuples : guerres, conquêtes, décolonisation, migrations, rivalités économiques et politiques, etc.

Dans la réalité sociale et historique moderne, il est rare qu'un haut degré de xénophobie ne soit accompagné de racisme. De l'hostilité appuyée sur des stéréotypes négatifs formulés en termes de culture ou de "psychologie des peuples", à l'idée d'une différence essentielle et de nature entre tels étrangers et "Nous", le glissement est facile et le passage plus que fréquent. Lorsque la xénophobie est poussée au point de considérer qu'il existe une "race nationale", lorsque la naturalisation est refusée à certains groupes nationaux, ethniques, culturels ou religieux, ou lorsque le soupçon d'une "allégeance étrangère" pèse sur des groupes qui ont acquis la nationalité, et à qui l'on continue de reprocher leurs "origines", racisme et xénophobie forment un couple indissocié. La distinction entre les deux attitudes reste toutefois théoriquement nécessaire, et l'expression figée "xénophobie et racisme", si fréquemment utilisée dans les discours politiques et médiatiques, qui amalgame les deux attitudes et les rend de fait

indistinctes, a aussi pour effet de masquer les formes racistes de nationalisme, voire de les dédouaner sous couvert de patriotisme.

Du point de vue des sciences sociales, la manière dont la xénophobie, comme d'ailleurs le racisme, peuvent être saisis empiriquement pose problème. Catégorie d'analyse relativement abstraite, elle permet mieux de conceptualiser des faits historiques, politiques ou idéologiques, que de caractériser des opinions, attitudes ou comportements individuels. Depuis Bogardus¹⁰, c'est souvent en termes de "distance sociale" que ces questions sont abordées : on demande à des membres d'un groupe X ce qu'ils accepteraient ou ce qu'ils refuseraient de faire avec un membre quelconque d'un groupe Y (habiter la même ville, le même quartier, le même immeuble, travailler, se marier...). Les sondages d'opinion, en outre, posent souvent des questions sur la politique qu'il conviendrait d'adopter en matière d'immigration, de traitement social des immigrés, de naturalisation... Mais les techniques traditionnelles d'enquête, marquées par l'individualisme méthodologique — qui suppose que les faits collectifs se comprennent à travers l'accumulation de faits individuels — se heurte ici à au moins deux obstacles différents : le premier est la dévalorisation sociale de la xénophobie et du racisme, qui peut vider de pertinence certaines questions, le second tient au fait que le recueil d'opinions et d'attitudes exprimées verbalement ne permet guère d'en inférer des comportements réels.

Diverses explications, en fonction des conjonctures économiques et politiques et des phénomènes psycho-sociologiques, ont été proposées par différents auteurs, sans qu'il soit toujours possible d'y démêler ce qui relève de la xénophobie ou du racisme. Les notions de "bouc émissaire" et de "personnalité autoritaire", notamment, ont fait l'objet d'importantes propositions théoriques.

V. R.

10. Emory S. Bogardus, "Measuring Social Distance", *Sociology and Social Research*, n°9, 1925.